



IL N'Y A PLUS DE KILIMANJARO !...

Tous ceux qui caressent quelque espoir d'un avenir radieux pour l'Afrique se trouvent ragaillardis depuis la fin de 1983 : fidèles du panafricanisme, théoriciens de l'économie d'échelle, convaincus de l'Afrique « sans frontière », bergers maasaï, gentils organisateurs de « safaris », touristiques et autres, tous (sauf peut-être les trafiquants professionnels) partagent la joie rayonnante des présidents des trois États de l'ancienne Communauté est-africaine (EAC, défunte en 1977) annonçant le 16 novembre 1983 à Arusha (Tanzanie) que le contentieux opposant Kenya, Ouganda et Tanzanie au sujet du partage des avoirs de l'EAC était réglé, ce qui rendait possible la réouverture de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie, fermée depuis sept ans. Dans les semaines qui suivirent, les présidents Moi et Nyerere et leurs ministres purent achever le processus de normalisation des relations entre les deux États : reprise du trafic ferroviaire, routier, aérien, accord économique et commercial par lequel les deux parties s'accordent le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée (5 décembre), rétablissement des relations diplomatiques (13 décembre).

Tout est-il donc oublié des causes qui ont été avancées il y a plus de sept ans pour expliquer ou justifier la rupture ? Ce que l'on affirmait péremptoirement alors était-il donc faux ? Ou bien les circonstances ont-elles tellement changé ? Il faudrait prendre le temps de relire ce qu'ont alors raconté non seulement les acteurs politiques (après tout, c'est une certaine idée de leur rôle que de raconter n'importe quoi pourvu que cela serve leurs intérêts), mais surtout les commentateurs savants et éclairés des affaires africaines ou du Tiers monde qui avaient comme d'habitude découvert a posteriori les causes évidentes de l'impossibilité d'une

bonne entente entre Nairobi et Dar-es-Salaam. Sans négliger l'importance des facteurs économiques et commerciaux (déséquilibre des échanges entre les deux États), ni le jeu éventuel des grandes puissances (l'EAC, victime de l'impérialisme ?), nous avons à l'époque insisté sur les causes simplement locales et politiques. Rien de fondamental n'avait alors changé depuis vingt ans dans les relations entre les États en cause ; ce qui avait changé dans les années 70, c'était, outre certains acteurs (avènement d'Idi Amin en Ouganda), la perception des principaux dirigeants de la situation et de l'utilité de l'EAC pour leur propre politique. Pas besoin d'aller chercher à l'extérieur un grand « Satan » (même si l'actuel Premier ministre tanzanien l'implique dans la rupture, cf. *Daily Nation* du 18 novembre 1983) pour établir un bilan où les pertes l'emportaient sur les profits, puisque l'on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres et que plus les bases d'appréciation sont larges (et l'EAC se distinguait par la diversité de ses activités), plus les manipulations politiques sont possibles.

Ainsi, ce qui était acceptable en 1967 ne l'était plus en 1977 et redevenait évident en 1983 sans que l'économie politique de la région ait fondamentalement changé entre temps.

Idi Amin a disparu de la scène politique depuis cinq ans, mais l'Ouganda est toujours dans un état chaotique. Le Kenya est toujours capitaliste et fort compréhensif à l'égard des Occidentaux. La Tanzanie pratique toujours un socialisme africain et un non-alignement assez authentique. Tous sont confrontés à des problèmes de survie des populations et à quelque incertitude interne. La crise : elle avait servi à justifier la rupture de l'EAC, le démantèlement des services publics communs, le refus de tout compromis. Ni les touristes (qui, eux, ont les moyens d'être frustrés, à la différence des offices nationaux du tourisme kényan ou tanzanien), ni les populations locales (qui, elles, n'ont pas les moyens de se procurer le nécessaire), ni les catégories dirigeantes (qui voyaient les opposants ou dissidents trouver refuge chez le voisin), isolées dans leur région, constatant l'épuisement de leurs ressources, n'y ont trouvé leur(s) compte(s). La crise, aggravée, sert aujourd'hui à justifier la reprise des relations et peut-être la naissance d'une nouvelle communauté. Mais il est bien probable que ce qui faisait l'intérêt de celle que l'on a tuée en 1977, les services communs, sera bien difficile à remettre en place alors même que l'on vient de s'entendre sur le partage des dépouilles grâce aux patients bons offices du Dr Victor Umbricht. Or, sans de tels services efficaces, l'harmonie politique et l'articulation économique de l'Afrique orientale resteront plus qu'auparavant tributaires des péripéties politiques locales défiant toute analyse prospective.

Le Dr Umbricht, du groupe de la Banque mondiale, a bien

travaillé. Il est peut-être le seul à avoir certainement tiré profit de cette période. Plus malchanceux ont été ceux qui, imprudemment, ont cru trouver un asile politique chez l'ennemi héréditaire du moment. Ce qui justifiait le sourire des hommes politiques au pouvoir, c'est peut-être moins la satisfaction d'avoir remis sur les rails une coopération qui pouvait apparaître autrefois comme exemplaire que la certitude de pouvoir à nouveau mettre la main sur quelques opposants exilés aux frontières de l'État. L'échange de dissidents mal réfugiés n'est pas l'aspect le plus glorieux de la réconciliation entre Kenya et Tanzanie, même si l'on peut se poser la question de savoir combien, parmi ces réfugiés « politiques », avaient de véritables projets de société (et lesquels ?) et ressortissaient donc du champ de la liberté d'opinion, et combien n'avaient que des projets personnels. Il est vrai qu'un tel échange est autrement plus angoissant s'agissant de l'Ouganda, où la condition d'opposant présente des risques d'une tout autre ampleur. Mais il n'y a pas que l'Afrique que l'on attend au tournant du respect de la personne humaine.

François Constantin

KENYA : LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 26 SEPTEMBRE 1983

Le président Moi l'avait annoncé haut et fort : les élections législatives du 26 septembre seraient l'occasion de « nettoyer le système » (*sic*) de ses éléments corrompus et déloyaux. Le coup d'État manqué un peu plus d'un an auparavant avait en effet mis en évidence les appétits et les luttes qui parcouraient la classe politique jusque dans l'entourage du chef de l'État. Même si la responsabilité des événements du 1^{er} août 1982 fut attribuée officiellement à quelques sous-officiers de l'armée de l'air inspirés par les expériences du sergent Doe et autre lieutenant Rawlings, personne n'était dupe sur les compromissions et les trahisons que certains avaient perpétrées, y compris dans les rangs des ministres.